

# Le libertaire

Rédaction : G. EVEN  
Administration : N. FAUCIER  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"  
FRANCE : Un an... 22 fr. Six mois... 11 fr. Trois mois... 5 fr. 50  
ÉTRANGER : Un an... 30 fr. Six mois... 15 fr. Trois mois... 7 fr. 50  
Chèque postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

DIMANCHE, 26 FEVRIER à 14 h. 30

Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer

MÉTRO : MARTIN-NADAUD

## GRANDE MATINÉE Littéraire et Musicale Au Bénéfice du LIBERTAIRE

M<sup>mes</sup> Jeanne MONTEIL, BOYETTE  
(de la Muse rouge)

M. GRAN (de la Muse rouge)

M<sup>elles</sup> de VIERVILLE, Yvonne BEINARD

M. Mario VARELLY (de l'Opéra)

Le compositeur CLOEREC-MAUPAS

Le poète beauceron Maurice HALLÉ  
(de la Vache Enragée)

Le poète chansonnier Michel HERBERT  
(de la Boîte à Fursy)

Le poète JEHAN-RICTUS

### PARTIE MUSICALE

Exécution d'œuvres de : Suppé, Massenet, A. Thomas, St-Saëns, Lacome, par un quatuor à cordes. Solos de violon et de violoncelle  
Au piano : Le compositeur Jean DELANNEY  
Regisseur : BICOT

Entrée : 4 francs (gratuite pour les enfants).

On peut se procurer des cartes : 72, rue des Prairies.

Le programme détaillé sera vendu au bénéfice de l'ENTR'AIDE.

## LEUR BILAN A UN INSULTEUR

Quatre ans bientôt se sont écoulés depuis les dernières élections législatives où le peuple souverain a officiellement donné mandat à ses élus de représenter sa souveraineté au Parlement.

Combien, bénévoles, se sont, avec cette crédulité passive, laissés bernier presque à plaisir par des phrases sonores. Tout allait changer. Le seul fait d'un changement parlementaire s'opérant tout simplement par la substitution d'un formidable bateau baptisé Bloc des Gauches à un autre Bloc dénommé pour les circonstances : National, apporterait une amélioration à leur misérable sort ?

Avec quelle promptitude ont-ils avalé glouglou l'interminable chapelet de promesses débitées par les tripoteurs du Palais Bourbon : Suppression de la Vie Chère ! Assurances Sociales ! Respect des huit heures ! Suppression des bagues militaires ! Suppression des guerres ! Suppression de ceci... de cela ! Impôts trop lourds ! Idiote de l'octroi ! Sentences machiavéliques des Chats-fourrés de la magistrature ! Suppression des Crédits de l'Armée, de la Police, de la Guerre ! Une muselière en bon acier dur aux écumeurs de la haute Finance, du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture, de la Marine et de l'Aviation, etc... etc... etc... !

Les mandats arrivent à leur fin. Et quel bilan ? Ah ! Il est fameux.

On s'entend les mirabolantes promesses ? Au lieu des améliorations promises, les élus de mai 1924, tout d'abord, se sont octroyés toujours au nom de la Souveraineté du Peuple, brave et généreux, les 45.000. C'était d'abord leurs rétributions. Quand aux électeurs les améliorations sont multiples, passons un peu au côté économique : La durée de la journée de travail est d'une moyenne de 9 ou 10 heures s'accompagnant d'un chômage périodique et systématique provoqué par les requins de la Rationalisation.

Dans l'ensemble, c'est encore mieux réussi. Pour ceux qui seraient tentés de relever courageusement le défi de la lutte : raffinement de cruauté dans l'application des lois scélérates raffermant le pouvoir exécutif des Chats fourrés de la Magistrature !

Perpétuation de l'infamie Biribi où les chaouchs aux mœurs dégoûtant d'horreurs sont l'apanage du Ministre de la guerre.

Recherches et poursuites du fisc à travers les taudis ouvriers, tracassant sans cesse, pendant que le gros négoce et la haute finance s'en donnent à cœur joie, assistés de ministres et généraux pour mener une bonne politique de colonisation, en vue de s'approprier la possession de quelques contrées riches en matières pre-

Dans un récent numéro de la Liberté — feuille nocturne où les sentipies policiers épanchent leur trop plein — un torchon-cul qui signe Charles Omessa, gagne sa botte de foin quotidienne en insultant notre camarade Georges Chevê, actuellement détenu dans les chiourmes républicaines, parce qu'il se refuse avec courage, voici plusieurs mois, au rôle de paillasse benévole, que le bureau de recrutement de Rouen le convoitait de prendre dans notre glorieuse armée.

Et notre frotteur de parquets de gloser à l'envi sur l'objection de conscience. D'une plume sans vigueur avec des emphases lourdaudes, il s'essaie à la grande ironie. C'est, en effet, l'homme d'esprit, le Chamfort au rabais, accrédité dans les vespasiennes de la Liberté. Il veut gagner honnêtement les chardons nécessaires à son repas. Il faut qu'il amuse son public, ses chers lecteurs. Il faut que les bureaucrates républicains, les éphèbes chlorotiques, les gens de maisons et les vieillards décorés, en aient pour leurs vingt-cinq centimes. Aussi, M. Charles Omessa s'est mis en frais. Ecoutez-le plutôt.

« J'espère que M. Painlevé va s'empres- ser de renvoyer dans sa famille, avec un titre de pension en poche, ce brave Chevê qui « a de si puissantes relations dans la Démocra- tie. Pourquoi même ne ferait-on pas bénéficier de la même mesure tous ceux « qui, après lui, manifesteront la même ré- pugnance pour la caserne ? »

Comme ces commentaires sont intelligents et spirituels. Gageons qu'ils procurent à la clientèle de M. Omessa le même plaisir que des gens normaux trouvent dans la lecture d'une bonne page de Voltaire.

M. Omessa s'étonne que certains — beau- coup — montrent de la répugnance pour le service militaire. Il n'a point sans doute connu les affres et les promiscuités douteu- ses de la caserne. Sous-off, confortablement appointé, il a fort probablement passé ses années régimentaires sur les mollesquines de quelque maison Philibert, de province. L'es- clavage militaire, il en ignore les désagré- ments comme les périls, aussi parle-t-il, avec des sanglots de regret, des heures joyeuses où, dans un prostibule de bon aloi, il ser- vait la patrie.

Donc, qu'il soigne plus discrètement ses écoulements patriotiques.

Qu'il n'insulte point celui qui, noblement, a voulu être autre chose qu'une loque mili- taire, une marionnette irréfécible du grand guignol patriotique et national.

A. BARCELONE.

mères en massacrant les habitants. A la Chambre, les députés appellent cela une politique de civilisation.

Va-t-on en finir avec les flibustiers de la politique. La comédie peut prendre fin. Elle prendra fin. Il faut que les tréteaux et les pitres disparaissent.

G. EVEN.

## Propos d'un Paria

Il faut à un directeur, pour monter une pièce comme Les Oiseaux, de Bernard Zim- mer, un certain courage. C'est que, tous les représentants de nos belles institutions, qui déjà faisaient florès au temps d'Aristophane — quelque 400 ans avant Jésus-Christ — y prennent quelque chose pour leur grade.

Juges, officiers, prêtres, littérateurs déca- dents et poètes abscons, jusqu'au fils de bour- geois auquel son papa coupe les vivres et qui, sous prétexte « d'aller jusqu'au bout de sa personnalité », se déclare anarchiste (le pôvre !), tous ces tristes produits d'une hu- manité qui n'est pas nouvelle, sont envoyés, tour à tour, pour l'amusement des oiseaux, libérés de toutes servitudes, à la volière sym- bolique.

Ch. Dullin, directeur de l'Atelier, est fa- miliar de ces coups d'audace. Il nous avait déjà montré Les Zouaves, du même Zimmer, qui laient un rude pamphlet contre les pro- fiteurs de guerre. Ch. Dullin est un dange- reux récidiviste.

Mais, et bien que dirigeant et animant, ce qui est mieux, une scène d'avant-garde, d'où l'on peut dire, sans exagération que tout es- prit de lucre passe au second plan, Ch. Dullin est obligé de se conformer à certaines coutumes actuelles. C'est ainsi qu'il convo- que pour la répétition générale de ses piè- ces, un certain nombre de personnages que l'on désigne sous le vocable prétentieux de critiques dramatiques et ont à charge de dire dans les journaux du bien ou du mal de la pièce présentée, suivant qu'il est fait, avec le canard pour lequel ils pondent, un contrat de publicité plus ou moins avanta- geux. Ce sont donc, tout au plus, des agents de publicité, et leur cas s'aggrave d'être, tous, ou pour la plupart, auteurs de pièces plus ou moins bien accueillies, ce qui les pousse naturellement à trouver mauvaises les œuvres de leurs « chers confrères ! »

Comment traduirai-je les joies fortes que j'ai éprouvées à contempler les faces hypo- crisantes et pontificantes de ces censeurs de généralité. Cela ne serait rien si ces mes- sieurs n'éprouvaient le besoin de faire re- marquer leur arrivée dans la salle de spec- tacle, par un bruit insolite de strapontins claquant, de bas-mains bruyants, de con- versations, alors que le rideau est déjà levé et que les auditeurs pontuels et attentifs suivent les péripéties de la pièce.

Ch. Dullin, que ces choses n'amusaient point, voulait y mettre un terme et décida que les portes de son théâtre seront fermées dès la levée du rideau. Ces messieurs de la criti- que, prévenus, s'en esbaidirent. Mal leur en prit, car quelques-uns d'entre eux, et non des moindres, trouvèrent « la porte de bois ». Et c'est ainsi que le nommé Strossli, lau- dateur appointé des pires stupidités, se vit contraint, tout membre de l'Institut qu'il est, de prendre le frais, une bonne heure du- rant, place Dancoart.

Le directeur de l'Atelier eut à subir, de ce fait, l'ostracisme, le boycottage de la grande presse mercantile.

Ses communiqués furent mis au panier. Georges Pioch, cet habile homme, le traita de maladroit ! Un autre lui reprocha d'être un « très mauvais clown », toute la « har- gue » dont est seule capable la gent de let- tres domestiquée et grassement prébendée, se donna libre cours contre le petit théâtre montmartrois, cependant que des colonnes étaient consacrées à la triste grivoiserie d'un quelconque Pierre Veber que Zo d'Axa, qui s'y connaissait en hommes, traitait déjà de « long serpent à sonnettes ».

Le Libertaire, qui n'a ni fil à la patte, ni contrats publicitaires susceptibles d'influen- cer son jugement, se devait de prendre parti en faveur de l'art et de la beauté con- tre la sottise vanité des commerçants officiels qui « font » dans l'art dramatique comme d'autres « font » dans la cochen ou dans la nouveauté. — PIERRE MUADES.

## A nos Amis !

Comme suite à l'appel paru dans notre dernier numéro, un groupe d'« Amis du LIBERTAIRE » est constitué, ayant pour but d'assurer la parution régulière du LIBERTAIRE et comme moyens le versement hebdomadaire de 2 francs au minimum.

Envoyer les adhésions et les fonds à N. Faucier, Chèque postal : 1165-55.

U. A. C. R.

Pour la campagne antiparlementaire

Les groupes recevront avec les comptes rendus de la C.A. la circulaire A sur la campagne antiparlementaire.

Les secrétaires des groupes devront répondre AU PLUS TOT.

Le tirage de la première affiche sera effectué le 1<sup>er</sup> mars, l'expédition aura lieu dans la semaine.

Faire le nécessaire pour régler les affiches avant le 1<sup>er</sup> mars.

Commandes et mandats à J. Girardin, 72, rue des Prairies.

## LA COMÉDIE ELECTORALE

## LE CANDIDAT "ALIBORON"

Les lecteurs du Libertaire auront certai- nement lu avec intérêt l'étude de notre col- laborateur Barcelone sur Zo d'Axa, parue dernièrement dans le Libertaire. A l'ouver- ture de la campagne électorale, nous pu- blions ci-dessous le texte d'une affiche qui fut placardée sur les murs de Paris par ce même Zo d'Axa au temps du boulangisme, et qui n'a rien perdu de sa saveur, ni, hé- las ! de son actualité. Nous n'avons pas l'habitude de vitupérer à tout propos contre la foule, la masse, mais il est bon, de temps à autre de lui faire sentir quelques vérités premières. Celles que lui décochaient Zo d'Axa nous semblent particulièrement mé- ritées à cette époque où, après avoir subi sans réagir la plus horrible des guerres, elle s'apprête à se ruer aux urnes, sous la houlette de républicains farceurs et de ré- volutionnaires d'opérette.

## Aux Électeurs

### ELECTEURS

En me présentant à vos suffrages, je vous dois quelques mots. Les voici : De vieille famille française, j'ose le dire, je suis un âne de race, un âne dans le beau sens du mot — quatre pattes et du poil partout.

Je m'appelle Nul, comme le sont mes concurrents les candidats.

Je suis blanc, comme le sont nombre de bulletins qu'on s'obstina à ne pas com- pter et qui, maintenant, me reviendront.

Mon élection est assurée.

Vous comprendrez que je parle franc.

### CITOYENS

On vous trompe. On vous dit que la der- nière Chambre composée d'imbéciles et de filous ne représentait pas la majorité des électeurs. C'est faux.

Une Chambre composée de députés jo- crisses et de députés truqueurs représen- te, au contraire, à merveille les Electeurs que vous êtes. Ne protestez pas : une na- tion a les délégués qu'elle mérite.

### POURQUOI

### LES AVEZ-VOUS NOMMES ?

Vous ne vous gênez pas, entre vous, pour convenir que plus ça change et plus c'est la même chose, que vos élus se mo- quent de vous et ne songent qu'à leurs intérêts, à la gloire ou à l'argent. Pourquoi les renommez-vous demain ? Vous savez très bien que tout un lot de ceux que vous enverrez siéger vendront leur voix pour un chèque et feront le com- merce des emplois, fonctions et bureaux de tabac.

Mais pour qui les bureaux de tabac, les places, les sinécures si ce n'est pour les Comités d'électeurs que l'on paie ainsi ? Les entraîneurs des Comités sont moins naïfs que le troupeau.

La Chambre représente l'ensemble. Il faut des sots et des roubards, il faut un Parlement de ganaches et de Robert Macaire pour personnifier à la fois tous les potards professionnels et les proléta- res déprimés.

### ET ÇA, C'EST VOUS !

On vous trompe, bons électeurs, on vous berne, on vous lagorne quand on vous dit que vous êtes beaux, que vous êtes la jus- tice, le droit, la souveraineté nationale, le peuple-roi, des hommes libres. On cueille vos votes et c'est tout. Vous n'êtes que des fruits... des Poires.

On vous trompe encore. On vous dit que la France est toujours la France. Ce n'est pas vrai.

La France, perd, de jour en jour, toute signification dans le monde — toute signi- fication libérale. Ce n'est plus le peuple hardi, courage de risques, sémur d'idées, briseur de culte.

C'est une Marianne agenouillée devant le trône des autocrates. C'est le capora- lisme renaissant plus hypocrite qu'en Al- lemagne — une tansure sous le képi.

On vous trompe, on vous trompe sans cesse. On vous parle de fraternité, et ja- mais la lutte pour le pain ne fut plus âpre et meurtrière.

On vous parle de patriotisme, de patri- moine sacré — à vous qui ne possédez rien.

On vous parle de probité ; et ce sont des écumeurs de presse, des journalistes à tout faire, maîtres fourbes ou maîtres- chanteurs, qui chantent l'honneur nation- nal.

Les tenants de la République, les petits bourgeois, les petits seigneurs sont plus durs aux gueux que les maîtres des régi- mes anciens. On vit sous l'œil des contre- maîtres.

Les ouvriers aveuils, les producteurs qui ne consomment pas, se contentent de ronger patiemment l'os sans moelle qu'on leur a jeté, l'os du Suffrage universel. Et c'est des boniments, des discussions élec- torales qu'ils remuent encore la mâchoire — la mâchoire qui ne sait plus mordre.

Quand parfois des enfants du peuple se- couent leur torpeur, ils se trouvent, com- me à Fourmies, en face de notre vaillante Armée... Et le raisonnement des Leblés leur met du plomb dans la tête.

La Justice est eagle pour tous. Les ho- norables chequards du Panama roulent carrosse et ne connaissent pas le cabriolet. Mais les menottes serrent les poignés des vieux ouvriers que l'on arrête comme vagabonds !

### DONNEZ VOS VOIX, CITOYENS !

Les mendigots, les candidats, les tirelai- nes, les soutire-voix, ont tous un moyen spécial de faire et refaire le Bien public.

Ecoutez les braves ouvriers, les médi- castres du parti : ils veulent conquérir les pouvoirs afin de les mieux supprimer.

D'autres invoquent la Révolution, et ceux-là se trompent en vous trompant. Ce ne seront jamais des électeurs qui feront la Révolution. Le suffrage universel est créé précisément pour empêcher l'action virile. Charlot s'amuse à voter...

Et puis quand même quelque incident jetterait des hommes dans la rue, quand bien même, par un coup de force, une mi- norité ferait acte, qu'attendrait ensuite et qu'espérerait la foule que nous voyons grouiller. La foule lâche et sans pensée.

Allez ! Allez, gens de la foule ! Allez, électeurs ! aux urnes... Et me vous plai- gnez plus. C'est assez. N'essayez pas d'api- toyer sur le sort que vous vous êtes fait. N'insultez pas, après coup les Maîtres que vous vous donnez.

Ces Maîtres vous valent, s'ils vous vo- lent. Ils valent, sans doute, davantage ; ils valent vingt-cinq francs par jour, sans compter les petits profits. Et c'est très bien !

### L'électeur n'est qu'un candidat raté

Au peuple du bas de laine, petite épar- gne, petite espérance, petits commerçants rapaces, lourd populo domestiqué, il faut Parlement médiocre qui monnoie et qui synthétise toute la vilénie nationale.

Votez, électeurs ! Votez ! Le Parlement émane de vous. Une chose est, parce qu'elle doit être, parce qu'elle ne peut pas être autrement. Faites la Chambre à vo- tre image. Le chien retourne à son vomis- sement — retournez à vos députés...

### CHERS ELECTEURS,

Finissons-en. Votez pour eux ! Votez pour moi.

Je suis la Bête qu'il faudrait à la Belle Démocratie.

Votez pour l'âne blanc Nul, dont les rudes sont plus françaises que les braiements patriotards.

Les rigolos, les faux-bonshommes, le jeune parti de la vieille garde : Vervoot, Millevoye, Drumont, Thiebaut, fleurs de fumier électoral, pousseront mieux sous mon crotin.

Votez pour eux, votez pour moi !

## NOS MEETINGS contre la répression en Russie

Judi 23 février, à 20 h. 30

85, rue Mademoiselle

### XV. arrondissement

Orateurs :

N. LAZAREVITCH FERANDEL

Samedi 25 février, à 20 h. 30

Salle de la Justice de Paix

### Montreuil

Rue Franklin

Orateurs :

N. LAZAREVITCH JANNIER

FERANDEL

Samedi 3 mars, à 20 h. 30

au Restaurant du Pont de Fer

rue du Pont

### Villeneuve-Saint-Georges

Orateurs :

N. LAZAREVITCH J. CHASOFF



# LA VIE CHÈRE

## (SES CAUSES)

Les causes de vie chère sont multiples, mais il en est une qui contribue d'une façon toute particulière à l'élévation constante des prix et que la classe ouvrière connaît peu ou mal, qu'en tout cas elle néglige : les bénéfices formidables que prélèvent sur la production et la consommation les sociétés anonymes d'exploitation industrielles et commerciales.

Là, la rapacité capitaliste se manifeste par des dividendes toujours plus élevés, dont le taux dépasse en double, en quintuple ce qui autrefois était déjà usuraire. Quelques bilans pris dans diverses branches du commerce, de l'industrie et de la finance édifieront le lecteur ; ils démontreront aussi qu'il y a de la part des travailleurs organisés une négligence coupable à ne pas y apporter un redressement.

L'un des grands soucis de la ménagère est celui de regagner le sucre familial vide ; il est même rare qu'elle ne revienne pas de chez son fournisseur de fort mauvaise humeur, cet état d'esprit se manifeste parfois en termes dépourvus d'humanité à l'égard du détaillant. De tout temps, j'ai entendu réclamer contre le prix du sucre, même lorsqu'il descendait à 12 sous — époque privilégiée, où est-ce ? Cependant, le détaillant n'est pour rien, ou pour si peu, dans l'élévation exorbitante du prix ; je puis en parler en connaissance de cause, ayant tâté de l'alimentation.

Lorsque je vendais le sucre 3 fr. 75, je l'avais payé 3 fr. 60, je donnais même pour attirer la clientèle trois timbres-primés qui me coûtaient trois centimes l'un, il me restait donc le formidable bénéfice de 6 centimes par kilo, soit 1 fr. 60 pour cent, sur lequel j'avais à payer le chiffre d'affaires, les impôts, le loyer, etc. C'était encore une affaire heureuse, car il arrivait aussi que, dépourvu, j'achetais en hausse à 3 fr. 75, et quelquefois plus, alors que mon voisin, pourvu à ce moment-là, m'achetait en baisse, m'obligeant ainsi, pour ne pas marquer d'infirmité, à vendre 3 fr. 60 en perdant 3 sous. Quelquefois les fluctuations augmentaient l'écart — le cours des sucres change tous les jours — les charges et frais généraux restant les mêmes.

Je ne veux pas innocenter le détaillant dans toutes ses pratiques, bien au contraire, je le dénonce comme étant à surveiller de très près pour la qualité des produits, le poids du papier de pliage, en particulier pour le beurre et les fromages, pesé avec la marchandise et vendu à son prix, pour les doubles sacs à café, la dissimulation d'un poids placé sous la marchandise dans le plateau de la balance et prestement enlevé ensuite ; sur les erreurs volontaires en plus, sur le décompte des petites pesées ; autant de petites fraudes qui permettent à ceux qui les pratiquent de réaliser un super-bénéfice, qui n'est pas négligeable, sur le dos du client pauvre.

Quant aux autres intermédiaires, locaux ou régionaux, leurs bénéfices ne seraient guère supérieurs s'il n'y avait le jeu des stockages et la dissimulation des marchandises.

Il faut alors nous tourner vers les origines ou presque, pour rencontrer ceux qui prélèvent l'énorme différence entre le prix de revient et le prix payé par le consommateur. Immédiatement un nom surgit : celui de la Raffinerie Say. Cette marque est le prototype de l'exploitation en France du sucre ; il n'est pas une opération sur cette marchandise sans que ce nom n'y soit mêlé. L'audace de ses dirigeants fut telle qu'une intervention à la tribune de la Chambre fut inévitable, au cours de laquelle furent mis à jour les bénéfices scandaleux réalisés par des moyens qui firent, par la suite, l'objet d'une ouverture d'enquête.

L'interpellation passée, l'enquête menée avec les ménagements d'usage pour les délinquants de cette envergure est close sans suites, le sucre a subi les fluctuations que lui ont imprimées les intéressés. La maison incriminée a, sans s'émouvoir, continué à récupérer dans la poche des consommateurs de beaux bénéfices dont elle nous révèle la destination d'une partie par une « Notice au B.A.L.O. du 30 mai 1927 », qui annonce que, conformément aux décisions des assemblées du 24 mai, le capital, de 40 millions 162.600 fr., sera porté à 73.631.200 fr., par voie d'actions nouvelles. Jusque-là rien à dire, il est normal qu'une maison qui accroît l'importance de ses affaires augmente son capital en conséquence ; il est également normal et légal que des réserves et des amortissements soient prévus, et certes les grosses affaires n'y ont pas manqué, ainsi qu'on en jugera plus loin ; la maison Say n'a pas fait exception à la règle, elle a même dû aller un peu fort, ou bien ses actionnaires ont-ils jugé l'heure venue d'empocher, le fait est que cette augmentation du capital s'est faite par l'« Incorporation au compte Capital de 13.837.000 fr., devenus disponibles, et création de 66.937 actions au capital nominal de 200 fr. ATTRIBUTION OBLIGATOIRE ET GRATUITE aux actionnaires, à raison de 1 action nouvelle pour 3 anciennes ». Suivent les modalités de l'emprunt dans son entier et contenant mention que « les actions nouvelles seront créées à jouissance de l'exercice 1927-28 pour le quel elles seront sur le même pied que les anciennes ».

Cette attribution gratuite obligatoire est véritablement savoureuse, écrite en ces termes, cette décision supposerait une résistance qu'il a fallu vaincre à tout prix et qui a nécessité l'emploi de moyens énergiques, les actionnaires font ainsi figure de sacrifiés.

Ce joli cadeau a été constitué par la contribution de chaque consommateur. Je vous suppose suffisamment édifiés, camarades ménagères, sur les véritables causes du prix fort du sucre.

Voici une autre maison d'alimentation dont les affaires ne vont pas mal : Caiffa, anciennement Cahen. Qui ne connaît pas Caiffa ? Qui n'a pas vu ces pauvres diables poussant une roulotte cubique en ville ou à la campagne, par monts et par vaux, indifféremment sous la pluie ou le soleil ? Rares sont ceux qui ont l'air satisfait de leur sort ; j'en connais pas mal, tous ont figure si famélique et vêtements de mendiants ; ils inspirent la compassion. Les ménagères apprécient fort leur café, les actionnaires également, mais pour d'autres raisons, il leur a

permis d'empocher en bénéfices sur l'exercice 1926 la coquette somme de 8.203.072 fr.

Notre morale a engendré un système social qui incite les individus à la cupidité, elle s'exerce plus particulièrement sur les objets de première nécessité. Au plus ils sont indispensables au plus la cupidité se montre insatiable. Ces millions drainés sur le sucre et le café, ces deux denrées si intimement liées, et devenues si absolument indispensables, suffisent à eux seuls à condamner le régime ; cependant cela est considéré comme normal et licite, les uns trouvent tout naturel d'encaisser, et les autres trouvent à peu près aussi naturel de payer ; ceux-ci saluent même très bas ceux-là, en témoignage de la considération qu'ils marquent pour ceux qui gagnent de l'argent.

Dans ces immenses caravansérails que sont les maisons de nouveautés modernes, les affaires y sont également prospères ; aux « Galeries Lafayette », par exemple, l'exercice clos le 31 juillet dernier accuse un bénéfice de 50 millions. Le siège a contribué à ce rendement pour la moitié, soit 25 millions, les succursales ont donné le reste. Le dividende sera de 10 fr. 35 et 11 fr., et les parts de fondateurs, la part des lions, de 9.333 fr.

La « Maison de Gros », tout en étant d'une classe bien moindre que la précédente donne néanmoins de grands espoirs aux requins qui président à ses destinées. Malgré son titre, elle fait le détail, et quoiqu'elle soit « spécialisée dans la vente au comptant », elle vend à crédit ; la dernière page du *Quotidien* a très fréquemment inséré sa publicité tapageuse à ces effets. Je jugeai en son temps, d'après la nomenclature des articles et leur prix total, que les personnages composant une famille qui illustraient cette publicité, n'avaient pas lieu de se pâmier d'admiration pour le lot de marchandises qu'ils débattaient. Il y eut même des attestations de satisfaction, on en trouve toujours qui sont contents d'être tondus et qui ne peuvent pas s'empêcher de le crier ; je suis certain que les signataires déchanteraient aujourd'hui si le bilan de leur fournisseur leur passait sous les yeux et s'ils prenaient la peine de le lire attentivement et de méditer sur les chiffres.

« La Maison de Gros », fondée en 1921, s'est transformée en 1923 en société anonyme au capital de 1.500.000 francs, porté à 8 millions par décision de l'assemblée du 4 avril 1927, en vue de la création de succursales en province. Elle est propriétaire de l'immeuble qu'elle occupe, 12, rue de Cléry (publié non payé) ; elle a acquis la maison située au numéro 14. Son chiffre d'affaires qui fut de 8 millions en 1924, est passé successivement à 13 en 1925 et à 28 en 1926. Les bénéfices du dernier exercice ont été de 1 million 489.215 francs, ce qui fait écrire au rédacteur du rapport : « Ce qui est très beau, si l'on songe qu'il a été réalisé avec un capital de 1.500.000 francs. » Après affectation de 350.000 francs à la réserve spéciale et un report de 779.000 francs, il a été distribué un dividende de 35 %, soit 179 francs par action de 500 francs. Les probabilités permettent l'assurance d'un dividende constant de 30 % pour le capital nouveau. A l'énoncé de ces résultats et de ces espoirs, le sourire de ces détenteurs a dû passer au visage des actionnaires, surtout à ceux des fondateurs de cette bonne affaire, ces excellents M. et Mme Alexandre.

Qui n'a pas entendu aux abords des grands magasins, les femmes s'exclamer devant une foule d'articles « réellement pas chers », ou annoncés comme « sacrifiés », ou « soldés », disposés à l'effet d'éveiller leur convoitise ? M'est avis que si certains ont été véritablement « sacrifiés », d'autres, qui sont le grand nombre, ont été vendus avec une sérieuse majoration sur le prix coûtant. Qu'en pensent MM. les parias du comptoir et du bureau ? Ne croient-ils pas que ces millions, ces dividendes et ces parts de fondateurs, revenus sans travail, qui vont grossir le portefeuille des actionnaires, sont pour une large part prélevés sur leur travail, sur leurs appointements ? Ne croient-ils pas qu'ils sont coupables d'assister impassibles, quand ils n'y aident pas, à la spoliation organisée de la clientèle ignorante des rapports existant entre la valeur réelle d'achat, les pourcentages des frais généraux, les intérêts aux capitaux engagés et les prix de vente ? C'est cependant leur classe, c'est eux-mêmes qui sont victimes de la rapacité capitaliste.

Dans un prochain article, j'examinerai d'autres bilans pris dans d'autres branches de l'activité humaine, j'en tirerai les enseignements économiques et sociologiques qu'ils comportent.

G. LENCONTRE.

## Pour que vive le Libertaire

Souscription du 15 au 21 février

Bochet, 2; Miml, 30; Cointepas, 2; Jean, 9 60; Fortin, 0 90; D. Morel, 8; Mon soldat, 2; Lucette Paris, 1; Aléonard, 10; Villière Chatel, 5; Auréli, 10; Groupe de Roubaix, versé par Washtaux, 50; Groupe de Brest, versé par R. Martin, 30 50; Caelen, 5; Victor Robert, 4; E. Albi, 4 50; Buteux, 4; Anonyme, 5; Ichier, 2; Delattre, 3; Groupe de Treizé, versé par L. Moreau, 50; Tanguy, 5; J.-M. Esperanto, 2; Thomas, 5; Alpha, 3; M. C., 30; Liste 988 versé par R. Freymont; Nayrolles, 5; Illisibie, 2; Channu, 3; Frémont, 10; Total, 20; Liste 982 versé par Marcel Even; Boris Janoff, 3; Un exploité, 0 50; Pour le lire, 2; Parisot, 0 50; R. Beaudoin, 0 50; Louis, 1; Illisibie, 0 50; Un copain de Reims, 2; Total, 10 fr.; Bernardie, 3; Saucas, 2; Roussel, 1; Decamp, 5; Brennus, 2; Bontier, 5; Colin Raoul, 10; Vasseux, 10; Grangulotte, 5; Tanguy, 4; Désir Colin, 5; Groupe du 15, 12 fr.

Total de cette liste : 388 fr. 50.

Souvenez-vous, camarades, que les 3.000 francs mensuels sont à peine suffisants pour assurer la vie du « Libertaire ». Est-ce réclamer l'impossible ? Nous ne le pensons pas, si chacun veut s'inspirer sérieusement de la proposition parue dans notre dernier numéro en s'imposant une contribution régulière de 2 francs par semaine. Notre parution serait de ce fait largement assurée.

Adressez les fonds : N. Fancier. Chèque postal : 4165-55.

## AUTO-DÉLÉGATION ANARCHISTE AUTOCRATIE INDIVIDUELLE ou DÉMOCRATIE FÉDÉRATIVE DIRECTE

Toutes les formes de gouvernement peuvent être ramenées à deux types fondamentaux : 1° le type républicain ; 2° le type monarchique.

Le type monarchique représente le pouvoir personnel, donnant à un seul individu le droit de faire la loi et de l'imposer à ses sujets. La monarchie constitutionnelle gouverne avec appui de parlements, dont les députés sont élus par les suffrages restreints.

Le type républicain remplace le pouvoir personnel par des assemblées législatives (Chambres, Sénat), composées de députés de la « Nation », nommés par les suffrages directs universels ou restreints. C'est la Pseudo Souveraineté Populaire s'opposant à la souveraineté d'un seul.

A priori, ce système séduit ; on le suppose meilleur que le précédent, alors qu'en fait, il aboutit au césarisme.

En effet, une fois nommés, les députés opposent leur volonté à celle de leurs électeurs et de ceux qui ne les ont pas nommés. Les sénateurs s'opposent à la volonté des députés, les ministres à la volonté des Chambres. Le régime représentatif ne représente donc plus le peuple ; il n'en est qu'une émanation indirecte. La souveraineté populaire est tellement métamorphosée, violée, qu'elle n'existe plus. En fait, c'est une oligarchie financière qui détient le pouvoir, commande, fait la loi à la majorité des « concitoyens » et qui l'impose par la force des baïonnettes, la magistrature, la police et tout l'appareil de répression.

La Constitution de 1875 proclame l'affranchissement du Peuple-Roi. Avec quels artifices, avec quelles restrictions parle-t-elle de la souveraineté du citoyen ?

Elle dit en substance : « La loi sera l'émancipation synthétique de la volonté populaire, mais comme pour sa formulation, il est impossible d'assembler sur un point unique, tous les citoyens d'une même Nation, de les amener à prendre part à une délibération générale, les individus devront s'entendre par région pour élire les délégués chargés de les représenter au sein de l'Assemblée souveraine, d'y faire prévaloir leurs desiderata, d'y dire part en leur nom, aux délibérations, d'y exprimer par leurs votes, la volonté de leurs électeurs, c'est ainsi que la souveraineté individuelle ne pouvant s'exercer directement, se pratiquera par voie de délégation. »

Il n'en fallait pas davantage pour constituer le gouvernement représentatif et le substituer au gouvernement direct du peuple par le peuple.

Le régime direct était mort-né, la souveraineté populaire avait vécu. Présentement, les partis soi-disant démocrates, socialistes, néo-communistes-marxistes, se réclament en principe de la souveraineté populaire, mais, en pratique, leurs élus se comportent comme de véritables maîtres, agissant avec leurs cerveaux, leurs pensées, et opposant à la souveraineté directe des citoyens, la dictature de la souveraineté déléguée : ils gouvernent de haut en bas, et s'opposent presque toujours, en tout et pour tout, à la base, qui est le peuple souverain.

En France, c'est une oligarchie financière qui gouverne (déclaration d'Herriot à la Tribune de la Chambre 1926). En Russie, c'est le parti marxiste (minorité) qui dirige 145 millions d'êtres humains (au nom de Dieu). C'est la dictature d'une poignée qui étouffe, canalise, rétrécit la pensée et embastille dans ses geôles ceux qui ne pensent pas comme le pouvoir. Là encore, on aboutit au césarisme.

Quelle est donc la forme gouvernementale la meilleure ? La critique de la constitution des Etats et Gouvernements, basée sur l'observation des faits et sur la pratique de la vie des Sociétés, peut-elle, à son tour, s'appuyer sur des théories négatives de l'anarchie pure ? Est-il possible en fait, d'établir le self-gouvernement sans abdiquer envers la collectivité une partie de sa liberté individuelle ?

Déléguer sa souveraineté, c'est investir un tiers d'agir, de penser, de parler de soi ; c'est lui donner un pouvoir général de faire les affaires de la collectivité. Celui qui donne un blanc-seing, un pouvoir général à autrui sans le définir, sans le limiter nettement et impérativement, abdique et se dépouille de sa souveraineté.

La souveraineté exercée directement par le peuple ouvrier dans ses assises corporatives ou autres, ne peut être confondue avec la délégation-députation parlementaire, laquelle souveraineté donne le droit au député de faire ce que bon lui semble, puisque le mandat impératif est, suivant la loi « Nul et de quel Effet ». La représentation parlementaire constitue une fausse souveraineté, une caricature de souveraineté truquée (concentration dans les mains d'une poignée d'intrigants, de la puissance législative afférente logiquement à tous les producteurs manuels et intellectuels).

Par ce subterfuge habile, la substitution des élus aux électeurs, éliminant ceux-ci au profit de ceux-là, on a contribué en perpétuant le système, à enraciner dans les masses, la souveraineté indirecte.

Généralement, le député raisonne avec ses intérêts particuliers, s'identifiant avec ceux des électeurs influents et puissants ; il est le jouet des oligarchies financières, toujours à l'affût de combinaisons et le serviteur dévoué de la coterie électorale. Avidité de places, prébendes et décorations. S'il est bourgeois, il défend les intérêts généraux de la bourgeoisie ; s'il est issu du peuple, il place, case, protège ses amis, tout comme le bourgeois. Mais pour obtenir ces faveurs, il lui faut faire des concessions : son opposition faiblit, les complaisances du pouvoir le grisent, et s'il trahit sa classe d'origine, il peut être certain d'être accueilli dans les partis bourgeois.

C'est l'histoire vécue du parlementarisme : la discipline des élus est un bluff (scission 1896 parti socialiste), évolution des transfuges du socialisme dans les partis bourgeois (Millerand, Briand).

Rarement, l'élu se soumet à la volonté de l'électeur, car, en régime capitaliste, la communion d'idées entre le député et ses électeurs, est impossible, en raison du nombre considérable de ceux-ci et de la diversité des intérêts en contradiction.

A-t-on déjà vu un député répudier ses préférences, ses idées, ses intérêts, pour devenir le larbin du corps électoral ? Mais, si le député n'est pas en communion d'idées avec ses électeurs, il est toujours libre de démissionner pour éviter que la liberté soit violée en lui, alors que l'électeur est obligé de subir la trahison et le bon vouloir de l'élu.

La communion permanente d'idées et d'intérêts entre le délégué et ses commettants étant impossible au régime capitaliste, est-il démontré qu'elle ne puisse pas s'établir sur certains points dans les organisations de combat de la classe ouvrière ? Peut-on concevoir qu'une transformation économique de la Société puisse permettre (au sein de la cellule future : Le Syndicat) aux intérêts et aux idées de s'identifier ? Le syndicat actuel n'a-t-il pas des différentes classes de salariés ? Certainement, mais dans une Société où la liberté politique et l'égalité économique de fait, seraient la loi, où la ration indispensable à l'existence serait assurée à chacun, où les tristes et cartels financiers auraient disparu, il en serait autrement.

Il est des points particuliers : travail, répartition de la production ou du logement, où les plus simples et les moins instruits discernent leurs droits de leurs devoirs, sur lesquels il peut y avoir accord et même unanimité, car, qui ne conçoit pas ses besoins les plus élémentaires ? Est-il obligatoirement philosophe, écrivain ou mathématicien, pour émettre son opinion sur la répartition des vivres, de la consommation, la nomination des conseillers techniques au sein de l'usine affranchie par la prise de possession directe par les travailleurs, des instruments de la production : ceux qui comprennent trop, les détenteurs des instruments de la production et leurs fidèles soutiens : les commerçants de la politique.

Le politicien ne reconnaît-il pas l'ouvrier trop bête pour se diriger lui-même, alors qu'il le trouve capable et conscient pour se nommer des maîtres !

DIETRICH.

(A suivre.)

## Aux hasards du Chemin

FASCISME HERRIOTIQUE

Les communistes voient leurs conciliabules troubles par des descentes de police. Inutile de vous informer de ce que les sous-berges de Chiappe opèrent sans douleur et même avec une cordiale aménité. Revolvers, casses-têtes, gilets, cabriolets, la panoplie est complète. Curieuse constatation de certains, normale pour nous : la légalité est bafouée, méconnue par ceux qui ont charge, par ceux qui se remémorent sur les derniers publics, pour quelle ne soit pas lettre morte. La démocratie est moribonde. Le progrès abandonné, jeté sur le fossé qui borde la grand-route du Temps. La France, aux plus inavouables, semble mûre pour le fascisme. Le bon vouloir des escarpes de la lieutenante a, seul, force de loi. Chiappe prétend-il être notre Duce ? Grand bien lui fasse.

EN BISTROCRATIE

Ernest Lafont dépose à la Chambre un projet de loi demandant l'interdiction de la vente des vins, spiritueux et autres breuvages malfaisants. Unanimes, les alcooliques de la Commission, consultés, rejettent une aussi judicieuse proposition. Socialistes, d'accord avec la réaction, votent contre leur camarade Lafont.

Après le pain (peut-être avant) la limonade est le premier et le plus irrésistible besoin de l'électeur, fût-il en carte au parti S. F. I. O.

AU SERVICE DE COTY

Urbain Gohier, qui, en dépit de bien des errements dans le goût de ses campagnes antisémites, était resté le vaillant pamphlétaire de toujours, le rebelle non asservi, l'écrivain sans collier, comme sans sincérité, serait — aux dires de certains — le collaborateur de Coty, l'homme des odeurs suaves et de la croisade anticommuniste. Urbain Gohier qui s'est honoré à jamais par ses campagnes courageuses contre toutes les malfaisances consacrées par tant de talents libelles comme l'Armée contre la Nation, A bas la caserne, Gohier qui fut longtemps le seul journaliste français indemne de toutes entraves comme d'abus de tous calculs, portant la liberté dans l'office du parfumeur, c'est là, nouvelle à suffoquer les plus sceptiques, Gohier-Coty, accouplement symbolique, l'honnêteté aux abois, contrainte aux besognes dégradantes chez la canaille triomphante et révoltée. Gohier qui, sans faiblesse et sans pitié, marqua au fer rouge tant de générations d'ambitieux et d'arriérés, Gohier qui, dans vingt journaux et dans cent pamphlets, donna les écrivains à tous les concessionnaires, à tous les coupables, à tous les laquais et à tous les prostitués, fussent-ils socialistes ou révolutionnaires ; Gohier qui s'attaqua, sans hésitation, comme sans venette, à la social-Lucullus, aux phrasiers de la « Petite République » et aux boutiquiers des « 100.000 paletots », aux Millerand, aux Gérauld Richard et aux Briand, réduit à se sustenter des reliefs de la desserte d'un François Coty, c'est à vous combler d'épouvante. Triste. Douleurusement triste, en même temps que symbolique, Gohier passant par l'escalier de service du Figaro, lui qui jouaillait les lèches à l'Aurore, échouer dans une telle écurie. Voilà qui déconcertera bien de ses admirateurs d'hier.

GUSTAVE ET LE SPORT

Un pisse-copie de feuille sportive, sous-coup d'accointances politiques, est allé voir Gustave Hervé, pour lui demander l'appui des formations socialistes tricolores pour les œuvres de régénération physique qu'il défend. Et notre faïence d'anges nationale de lui répondre qu'elle ne pratique aucun sport. Hé quoi, Gustave, Ponanikne n'est-il point un exercice violent ?

Conte du LIBERTAIRE

## UN RÊVE

J'avais passé ma soirée à lire *Le Crime des Vieux*, le dernier roman de Victor Méric et l'intérêt de ce livre d'anticipation, généreux et caustique, étrange et captivant est tel que je n'avais pu me résigner à aller me coucher sans en avoir parcouru la dernière page.

Est-ce un réflexe ou, tout simplement la fatigue d'une veille prolongée ajoutée à celle du labeur quotidien ? Je ne sais. Toujours est-il que mon sommeil fut, cette nuit-là, hanté par un cauchemar que je n'hésite pas à qualifier d'horrible.

En quelle année étais-je transporté ? En quelle ville se passa le drame ? Mystère et bec de gaz ! Ou, plutôt non. Car, en cette cité conçue suivant les tous derniers perfectionnements de la science, la nuit était inconnue. Pas d'autre réverbère que celui qui était exposé au musée de la préhistoire. Se hâtant, des êtres humains, à coup sûr, et bizarrement accourcis, défilaient devant moi. Un sifflement, ou bien un son ressemblant à celui d'un coup de gong les avertissait qu'ils avaient à se livrer à tel ou tel geste. Et ils se déplaçaient juchés sur des véhicules ne portant aucune trace apparente de mécanique.

Tout marchait sans heurt, comme sur des roulettes. On ne pouvait deviner, sur les visages impassibles les sentiments qui pouvaient agiter ces êtres bizarres.

Il n'y avait plus, d'ailleurs de sentiments. La joie d'aimer, de respirer l'air frais du matin dans les sentiers ombreux (tais-toi !), le plaisir de manger, de boire, toutes les satisfactions que procure la lutte étaient supprimés. L'homme, simple rouage, placé à l'endroit convenable de la machine Etat par des techniciens expérimentés, n'avait plus besoin de réfléchir, de penser, de chercher à comprendre. Les dictateurs s'en chargeaient. Je me trouvais donc, je le préjugeai ainsi, en plein régime d'un marxisme scientifique exacerbé.

Je ne dirai pas que la saison était chaude. Il n'y avait plus de saisons ce qui faisait que nos vêtements actuels étaient d'un superfétatoire accusé.

J'abandonnai, non sans regret, mes pauvres frusques et ne gardai que ma simple liquette. Ce qui eut le don de me faire examiner attentivement, par une sorte de bonze à lunettes qui m'adressa la parole en un jargon qui était, sans doute, la langue universelle.

La stupefaction de mon interlocuteur fut intense, du moins je le supposai, lorsque je m'exprimai en français. Il me répondit aussitôt, dans le même idiome, m'expliquant qu'il était du nombre de ceux qui avaient été choisis pour étudier cette langue morte, à seule fin de compiler certaines archives préhistoriques que l'on avait réussi à sauver de l'usure des temps grâce à de savantes préparations chimiques.

J'avais faim. Mon aimable (?) cicérone sortit alors d'un léger étui qu'il portait à sa ceinture, une boulette minuscule que j'avais non sans appréhension. Je fus immédiatement restauré et, par suite, enclin aux confidences.

Je lui avouai que j'étais anarchiste, c'est-à-dire que je me supposais tel, bien que des esprits plus avisés en cette question ne voulaient voir en moi qu'un vague socialiste-révolutionnaire. A ce moment, je ne sais plus par quel moyen, mais combien presto, je fus transporté dans une grande salle carrée où, dans des espèces de vitrines, hermétiquement closes, je vis la plupart des livres dont j'avais nourri la curiosité de mon adolescence, ainsi que des œuvres de moindre importance traitant de l'anarchisme et de ses multiples interprétations. Je remarquai un numéro du *Communiste*, dans lequel Ch.-Auguste Bontemps disait leur fait aux anarchistes nuageux. Souvenirs !...

Je voulais placer un mot, mon partenaire ne m'en laissa pas le temps. En moins de temps qu'il m'en faut pour l'écrire, j'étais conduit dans un sous-sol où, après quelques pressions sur des boutons, adroitemment dissimulés, une porte massive s'ouvrit.

Je pénétrai, en compagnie de mon guide dans une vaste pièce où des hommes et des femmes, nus comme des vers, vociféraient avec force gesticulations. Sur une estrade, un petit bonhomme bedonnant, parlait d'une voix fluette ou plutôt exhortatoire, la science n'avait pas trouvé le moyen de supprimer la salive et mon rondouillard personnage en projetait autant qu'il le pouvait sur les assistants les plus proches. Chacune de ses phrases était ponctuée par des applaudissements ou des hurlements de protestation.

— Quels sont ces gens ? demandai-je.

— Attendez, conseilla l'homme aux phares. La discussion devenait plus chaude. Tout à coup, le conférencier, projeté de sa tribune par je ne sais quel maléfice allait s'écraser contre la muraille — blindée spécialement pour empêcher l'action des microphones indiscrets. Puis, la mêlée devint générale, les hommes tombaient les uns après les autres comme s'ils avaient reçu les balles d'un revolver invisible et silencieux. Il ne resta bientôt plus que trois personnages qui reprirent sans plus tarder la discussion, sans trop élever la voix, car ils paraissaient momentanément d'accord.

Je renouvelai ma question et j'eus enfin la clef de l'énigme.

— Ces personnes, me dit mon guide, controversaient sur la liberté, sur l'égalité, sur la fraternité et sur la meilleure façon de se comporter vis-à-vis des autres hommes. Vous êtes, vous me l'avez confié, un de leurs précurseurs. Vous prétendez à la liberté intégrale et vous vous contentiez de palabres en vases clos. Pour mieux donner aux autres l'exemple de la fraternité, vous vous déchiriez entre vous. Vous vous agitez en vain, vous n'agissiez pas.

Mais, puisque vous êtes venu en notre époque, par un phénomène que nos savants expliqueront très certainement, je vais vous faire donner un emploi qui puisse convenir à vos aptitudes grégaires.

— Qui donc êtes-vous ?

L'homme esquissa une grimace qui était sans doute un sourire et déclara :

— Je suis le Préfet de Police.

Je voulus m'enfuir mais je reçus au creux de l'estomac une commotion si formidable... que je m'éveillai en train de faire sur mon parquet un exercice de natation. Ce qui me valut de ma compagnie, une épithète peu flatteuse, mais méritée.

Pierre MUADES.



# EN PROVINCE

## AIMARGUES

Colomer quitte Aimargues protégé par les anarchistes

Continuant la tournée que le parti communiste lui fait faire en France, afin de préparer un courant favorable aux prochaines élections, Colomer devait aller à son auditoire ce qu'il avait vu en Russie soviétique.

La veille, le journal bolcheviste *Le Travailleur du Languedoc* portait en première page un grandiloquent article de lui, où il reprenait à son compte tout ce que nous racontions depuis fort longtemps les propagandistes bolchevistes. Il ne manquait, dans cet article, ni le couplet sur les six heures, ni l'école bolcheviste, ni l'armée rouge et pour centener l'individualité de l'auteur de l'article, il y avait même au centre la photo de l'intéressé.

Avant de commencer son exposé, notre camarade Fradier avait exigé du bureau que Colomer parlât une heure et qu'un contradicteur puisse lui répondre immédiatement, cela afin d'éviter le coup de la Bourse du travail de Paris, où après l'exposé de Madeleine Charpentier, le président leva la séance et fit éteindre l'électricité pour éviter la contradiction.

Colomer, que l'on sent mal à l'aise, commence alors le récit des beautés du paradis soviétique, c'est la répétition de son article du *Travailleur du Languedoc*, et il conclut en conviant les anarchistes ses anciens camarades à rejoindre les amis de l'Union soviétique.

Notre ami René Ghislain commence sa contradiction en faisant remarquer que la tournée Colomer illustre de façon saisissante ce qu'écrivait Colomer lui-même dans le *Libertaire* du 8 septembre 1924, au début d'un article : que les bolchevistes font feu de tout bois, et que rien ne leur répugne pour renforcer leur position sociale. Il passe en revue ensuite les diverses positions qu'a eues Colomer depuis quelques années : à l'Action d'Art, artistique et individualiste ; secrétaire de la Fédération du Spectacle ; secrétaire du « Libertaire » ; anarchiste communiste ; l'insurgé, à nouveau individualiste et révolutionnaire, et aujourd'hui bolcheviste ; et Ghislain fait remarquer, tout en croyant à la sincérité de Colomer, quel crédit l'on peut accorder à un homme qui a changé tant de fois et qui défend avec la même fougue des thèses si contradictoires.

La salle, où se trouvent de nombreux sympathisants, applaudit les arguments, venant du Colomer d'autrefois et qui contredisent nettement le Colomer d'aujourd'hui. Il y a bien quelques petites interruptions, mais les bolchevistes même comprennent que la partie est perdue. Notre camarade Ghislain termine alors en souhaitant que le prolétariat russe reprenne sa révolution et qu'il l'a laissée en 1920, et qu'après s'être libéré des trams et des gendarmes féodaux, il se débarrasse à tout jamais par un nettoyage révolutionnaire, de ses nouveaux maîtres, les dirigeants bolchevistes qui l'exploitent à l'heure actuelle.

Canonne, socialiste succède à notre ami, deservant par une diatribe envenimée, il ne peut intéresser l'auditoire et toutes les redites sur la révolution soviétique laissent froids les auditeurs. Après, Colomer veut répondre à Ghislain. Il annonce que rien ne pourra l'empêcher de continuer sa tournée et au sujet des emprisonnés, il énonce qu'il n'y a que 60 anarchistes en prison, et à ce sujet il promet d'ailleurs de demander aux amis de l'Union soviétique une commission d'enquête pour dire enfin toute la vérité. Ghislain veut alors faire une courte réponse à Colomer au sujet de ces 60 emprisonnés, mais le président lève la séance, accompagnant trop tard la manœuvre bolcheviste dont, grâce à nos précautions, nous n'avons pas été les victimes. C'est alors que, comprenant la fausse position de Colomer, ses amis l'abandonnent, la discussion au pied de l'estrade, autour de Colomer s'envenime, certains éléments sympathiques aux anarchistes reprochent à Colomer son attitude et la chose va peut-être prendre un tour tragique pour lui, ne voulant pas que l'on puisse lui faire un tel reproche, Ghislain et les camarades d'Aimargues protègent alors la sortie de Colomer et c'est ainsi qu'entouré et protégé par Colomer, piteux et désarmé peut quitter la salle où s'est déroulée la réunion. Dehors par groupes, les auditeurs discutent les événements qui viennent de se dérouler, tous sont unanimes à reconnaître qu'il y a des actions que l'on ne commet pas, et que certaines conversions ne s'expliquent que par les intérêts qui s'y rattachent. Là-bas, dans le crépuscule qui tombe, un homme voit (quoique jeune) disparaître, silhouette accablée par le poids de son remords, c'est André Colomer, l'individualiste, aujourd'hui la chose du parti communiste.

Jean-Christophe.

## ANGERS

Société pourrie

Je viens de lire dans un journal local le fait suivant : Une jeune femme de 28 ans abandonna son enfant dans l'encolure d'une porte, au quartier désert du Chemin des Blancs.

Avant d'abandonner son enfant, elle lui avait accroché sur son corsage un papier sur lequel était écrit qu'elle l'abandonnait, n'ayant aucune ressource pour l'élever.

Devant le tribunal elle renouvela sa déclaration ; donnez-moi les ressources nécessaires qui puissent me permettre d'élever mon enfant. Au lieu de lui accorder satisfaction, les chais fourrés gardiens de la morale officielle et de la sainte famille préférant lui octroyer huit mois de prison et de confier (quel cynisme !) l'enfant dans l'enfer des gosses à l'Assistance publique.

N'est-il pas honteux au siècle où nous sommes, de machinisme et de progrès, de voir des malheureuses obligées d'abandonner leurs enfants faute de ressources, faute de pain, dans la terrible misère des gueux, quand une poignée de jouisseurs sadiques et inhumains gaspillent le produit du travail des autres, en tuant le temps dans l'orgie et le luxe insulstant.

Quand donc comprendras-tu « populo » et te décideras-tu à venir parmi nous associer tes forces pour abattre ce vieux monde pourri et fonder la « Société Libertaire » où chacun pourra s'asseoir à la table de la vie faite du travail, du bonheur et de la joie de tous.

L. M.

## BEZIERS

La Conférence Bastien

C'est devant un auditoire de 900 à 1.000 travailleurs que notre camarade Bastien traite « La Société Libertaire ». Après une critique serrée contre tous les gouvernements, sans oublier le gouvernement russe dit « Proletarien » qui de Poincaré, Mussolini, Primo de Rivera, il s'est attiré la sympathie de tous les travailleurs bien entendu exception faite de quelques communistes. Attaquant la seconde partie de sa conférence en définissant, par un langage simple et clair, comment doit se faire la Révolution, sans oublier ses moyens de défense, non pas par une armée permanente comme le veulent les communistes, mais par le peuple en armes, c'est-à-dire l'ouvrier armé.

La salle entière applaudit à cette déclaration. Un contradicteur communiste vient répondre à Bastien par des injures, terminant son exposé par le cri devenu traditionnel maintenant aux apôtres du marteau et de la faucille : « Vive la République des Soviets ! Vive la Révolution Mondiale ! »

Bastien n'a pas de mal à démolir la contradiction en répondant que la Révolution russe avait démolit tout ce qui pouvait porter atteinte à la liberté et qu'en ce moment il existe en Russie, à nouveau les institutions contre lesquelles le peuple russe a fait sa révolution, c'est-à-dire l'Eglise, l'Etat, juges, police, armée, prisons etc, etc.

La vérité ne plaît pas toujours à tout le monde et un bolcheviste se juchant sur une chaise déclara que le « Libertaire » organe anarchiste est un journal pourri, etc., etc., croyant s'attirer sans doute la sympathie du public, mais l'effet attendu fut tout autre, les communistes se retirèrent sans oublier toutefois d'entonner *l'Internationale*. La séance est levée, les travailleurs, eux, jugent.

## NORD ET PAS-DE-CALAIS

Au Pays des Bistouilles

A propos de la mort de Basly. — Dans le « Réveil du Nord » le citoyen E. Guillaume consacre un article à la mort comme qui dirait se vengant la politique mais en citant d'énergie (l'ami Broutchoux pourrait en dire long là-dessus).

Ce journaliste, connaissant de la mine que le chevalier ou d'un wagon de première classe, écrit : « Les jeunes ignorent heureusement ce que sont les misérables dont « Germinal » retrace le sombre tableau. Le pouvoir civil et militaire, la magistrature, la loi même étaient « du côté des puissants... »

Hélas ! monsieur Guillaume, si la vie du mineur était sombre il y a 30 et 40 ans, aujourd'hui nous sommes en droit de dire qu'elle n'est pas, très claire. N'y a-t-il pas toujours ce « bon » pouvoir civil qui se charge, si les gueules noires se rebiffent et réclament un peu de vie et de lumière, d'inonder le pays noir de gendarmes et de soldats ? Et la magistrature, doit-on en parler ? Tout le monde sait que la loi est toujours du côté des puissants, pour cela il n'y a qu'à consulter les journaux de la région. La population minière est de plus en plus brimée, dupée par la politique et exploitée féroce par les compagnies.

Quel est le résultat de cette grande illusion propagée par Basly ? Pratique le désastre ; organisations et populations avachies. On ne peut concilier deux intérêts contraires. Tout ou tard les mines travaillent de la mine seront obligés de revenir à l'action révolutionnaire.

Attila.

## ROUEN

Les Pèlerins en vadrouille ou la Graine de la Vérité

Une fois de plus les charlatans du parti bolcheviste ont pu enregistrer un maigre succès, pour ne pas dire un échec. Malgré la campagne menée activement pour leur meeting de samedi dernier, seulement quelques centaines de personnes avaient répondu à l'appel lancé par les tendres amis de l'U. R. S. S.

Nous avons d'abord entendu le socialiste Dupré, de Courbevoie, élève de l'école... rouge qui avait beaucoup de mal à se souvenir de sa leçon, ensuite c'est le tour du terrible délégué... libérateur... (sans mandat) Colomer, dit la Griouette, ce triste sire suit l'évolution du Tatar National.

Ce pauvre comédien aux longs cheveux devint presque enragé dès qu'il aperçut notre camarade Lazarevitch et c'est avec fureur qu'il attaqua les principes fédéralistes libéraux à tel point qu'il faillit ne point partir de son fameux voyage, ce qu'il omît principalement c'est de nous parler des déportations des camarades russes emprisonnés dans les bagnes de la république soi-disant « prolétarienne », mais avant de terminer son compte rendu il déclara Lazarevitch en avertissant les travailleurs présents que la contradiction faite par nous n'était qu'un tissu de mensonges (singulière loyauté c'était le mot d'ordre aux illicites rouges et la provocation habituelle pour étouffer la vérité).

Vint ensuite Brout, délégué unitaire, ce dernier ne nous a pas fatigués, il en a tant vu en Russie qu'il n'en est complètement ébloui : quelques paroles pour confirmer que les déclarations faites par ses collègues sont la pure vérité, mais ce que Lazarevitch allait déclarer ce ne serait que du mensonge. Au moment de la contradiction notre camarade prend la parole au nom du groupe anarchiste communiste de Rouen, pour un temps illimité (déclarations du président). Il commence par demander à Colomer par quel groupe libérateur lui-même n'était qu'un tissu de mensonges (singulière loyauté c'était le mot d'ordre aux illicites rouges et la provocation habituelle pour étouffer la vérité).

Puis, après avoir exposé ce que devait être une société anarchiste, fédéraliste, ayant anéanti l'autorité sous ses multiples formes s'acheminaient enfin vers un bien-être chaque jour plus grand pour les travailleurs, notre camarade Bastien prouve que les causes du mal ayant disparu, ses mauvais effets disparaîtront automatiquement, alors, à partir de ce moment les hommes cesseront d'être des lous, pour effectivement devenir des frères.

Le président de séance, notre camarade Mirande, donna ensuite la parole à la contradiction. Un jeune étudiant posa quelques questions en demandant des éclaircissements à Bastien qui eut tout fait de remettre tout au point. La séance est levée. Les coqs s'étaient abstenus, ce fut dommage ! Sans doute que la chasse aux bulletins de vote est pour ces messieurs plus intéressante, nous y avons gagné une atmosphère de sympathie et de courtoisie qui n'aurait pas existé avec eux. Belle réunion, malgré le peu d'auditeurs.

Tricheux.

nous dire des belles et innombrables beautés qu'il a vues en Russie, il nous met au courant des nombreuses visites qu'il a données à la classe ouvrière de là-bas ; spontanément, il nous cause de nos frères de Russie et l'impression qui lui en est restée, mais cela dit d'une si singulière façon que l'auditoire n'entend pas ses paroles ; aussi, il se retire.

A 9 heures et demie la parole est donnée à Colomer que le public bitérois a déjà entendu dans « A nous deux, Patrie » ; l'éloquence d'antan a disparu, est-ce l'effet d'être parmi les camarades qui l'a traité ? Malgré cela, il tâchera de nous décrire avec plus de maîtrise que son prédécesseur, les beautés du régime actuel de la Russie, lui, l'antimilitariste, porte l'armée rouge au pinacle et malgré qu'il lance contre ses anciens frères de lutte les pointes véniennes dont il a besoin, il ne manquera pas, comme s'il se trouvait devant ses juges, de prêcher les circonstances atténuantes. Enfin, à 11 h., il termine son exposé en invitant tous les anarchistes et tous les révolutionnaires à défendre le gouvernement des Soviets. C'est notre camarade Lazarevitch qui va porter la contradiction et immédiatement nous nous rendons compte que les beautés décrites par les crateurs communistes laissent percer le doute sur leur véracité. Malgré la faillite de l'anarchisme annoncée par la presse communiste, les troupes bolchevistes orient à Lazarevitch « Enlevez-le », les camarades anarchistes présents dans la salle leur font savoir qu'ils sont disposés par tous les moyens à faire respecter la liberté de parole et notre camarade put causer pendant trois quarts d'heure, peut s'exprimer. Mais si tôt que le vent du vent résonne nous l'en empêchons, et malgré les commissaires aux brassards rouges incapables de maintenir l'ordre les anarchistes en faillite ont fait comprendre au renégat qu'il s'était trompé en écrivant la faillite de l'anarchisme. Bonne soirée de propagande anarchiste.

## Conférence Bastien

C'est dimanche 5 courant, que notre camarade Bastien de la Fédération Anarchiste de la Somme exposa dans un langage clair, simple et précis « La Société Libertaire », faisant d'abord le procès du régime social actuel ; puisque le peuple est éternellement pressuré, dupé, bafoué, par ses maîtres, il doit secouer ses chaînes, briser ses entraves.

Les anarchistes ne sont pas des bandits, comme la gent officiale et bourgeoise les présente à l'opinion publique.

Puis, après avoir exposé ce que devait être une société anarchiste, fédéraliste, ayant anéanti l'autorité sous ses multiples formes s'acheminaient enfin vers un bien-être chaque jour plus grand pour les travailleurs, notre camarade Bastien prouve que les causes du mal ayant disparu, ses mauvais effets disparaîtront automatiquement, alors, à partir de ce moment les hommes cesseront d'être des lous, pour effectivement devenir des frères.

Le président de séance, notre camarade Mirande, donna ensuite la parole à la contradiction. Un jeune étudiant posa quelques questions en demandant des éclaircissements à Bastien qui eut tout fait de remettre tout au point. La séance est levée. Les coqs s'étaient abstenus, ce fut dommage ! Sans doute que la chasse aux bulletins de vote est pour ces messieurs plus intéressante, nous y avons gagné une atmosphère de sympathie et de courtoisie qui n'aurait pas existé avec eux. Belle réunion, malgré le peu d'auditeurs.

Tricheux.

## La Librairie Sociale Internationale

LES ECRIVEURS D'HOMMES

par Maurice Val

Ce courageux roman constitue un réquisitoire sans précédent contre la guerre et le mercantilisme, la Haute Finance et toutes ses turpitudes sociales.

Un beau volume : 42 fr. (recommandé : 43 fr. 25).

Aux Editions Internationales

Errico Malatesta

ANARCHIE ET ORGANISATION

0 fr. 50, franco 0 fr. 65. Par quantité aux conditions habituelles.

En vente à la librairie S. Int., 72, rue des Prairies, Paris 20<sup>e</sup>.

AVIS IMPORTANT

Il nous reste à vendre plusieurs collections de la Revue Anarchiste de 1922 à 1925 du n° 1 au n° 35, que nous laissons au prix de 30 fr. Il manque seulement le n° 29.

De même, les camarades qui désirent compléter leur collection des numéros manquant, pourront le faire en passant à la boutique.

## Les Bolcheviks et la Propriété

Il est quelquefois intéressant de lire les feuilletons de « l'Humanité ». L'on y fait pas mal de découvertes, et la dernière éclaircit bien la mentalité des bolcheviks.

Ces temps derniers paraissent au rez-de-chaussée de l'organe du parti des masses, un feuilleton intitulé : « Le Torrent de Fer ». C'était, racontée par un Russe et dans un style alerte ma foi, l'odyssée des populations du sud de la Russie, qui, fuyant l'invasion des Blancs, cherchaient à rejoindre les armées bolchevistes. Dans leur randonnée, souvent, ces malheureux prolétaires se trouvaient arrêtés par les réactionnaires, auxquels, malheureusement, se joignaient des villages cosaques. D'où l'obligation de combattre pour avoir libre passage. Ce roman, dont « l'Humanité » en soulignait la valeur, était des plus intéressants.

Or, il advint qu'un jour, après avoir combattu avec acharnement, les paysans réussirent à prendre un village et à en chasser les cosaques réactionnaires. Il faut dire aussi que les insurgés étaient conduits par un paysan, comme eux, ancien officier de l'armée du tsar et adhérent au bolchevisme. Les paysans entrèrent dans le village, et comme leur exode durait depuis pas mal de temps et que leurs vêtements étaient en loques, que la plupart même n'en avaient plus (textuel) et qu'au surplus ils crevaient de faim, ils se mirent à « piller » les habitations et à s'affubler des habits qu'ils y trouvaient. Mais leur chef ne l'entendit pas de cette oreille, et il ordonna que les coupables sortissent des rangs et vinssent se mettre à quatre pattes pour recevoir les verges. Pas mal, hein ! ces farouches révolutionnaires qui se couchent pour recevoir le fouet. Mais ce n'est pas tout.

Poursuivant leur randonnée, ils furent de nouveau arrêtés devant une ville. Bataille et, après de durs combats, victoire. Mais le chef a donné l'ordre d'exterminer sans pitié tous les habitants. Et le massacre commença, rien ne fut épargné, ni femmes ni enfants. Et un paysan osa dire à une mère qui essayait de protéger son enfant et lui demandait grâce : que puisque le sien avait été tué, il pouvait tuer tous les autres gosses. Et là, le chef bolcheviste n'intervient pas. Il empêche le « pillage » d'un village réactionnaire, ce qui ne fait de mal à personne, mais reste froid devant le massacre de pauvres gosses. Ainsi, oser toucher à la propriété, même d'ennemis, c'est un crime, mais le massacre de gosses innocents c'est louable. Aussi l'on comprend pourquoi les capitalistes peuvent de nouveau exploiter le prolétaire russe. Défenseurs de la propriété, voilà ce qu'étaient nos bolcheviks, et ce qu'ils sont restés.

P.-S. — L'on s'étonne que « l'Humanité » laisse passer de telles choses, car cela pourrait justifier les affiches du Kérisil.

RENE DEVRY.

## CAMARADES,

NOUBLIEZ PAS QUE « L'ENTRAIDE » SOUTIEN LES EMPRISONNES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Adresser les fonds à Denant, trésorier, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (Bureau du S. U. B.).

## Comme au temps des Tzars

Faits et Documents

SUR LA REPRESSION EN RUSSIE

1 franc, franco, 1 fr. 25

... 0/0 aux groupes et dépositaires

Librairie Internationale, 72, rue des Prairies, Paris 20<sup>e</sup>.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 24 FEVRIER

N° 5

## DEUX MONDES

Par B. VANZETTI

(D'après le texte anglais du docteur Cohn)

### SECRETS D'ETATS

Au cours de l'affaire Dreyfus, on connut l'existence d'un fameux document secret désigné sous le nom de bordereau. Pour d'importantes raisons diplomatiques, ce fameux bordereau ne pouvait être communiqué à personne. N'était-il pas frappant de trouver dans notre procès une pièce analogue, enfouie, elle aussi, dans les archives de l'Etat, en l'occurrence dans celles du département de la justice de Boston, et de laquelle malgré tous ses efforts, notre défense n'a jamais pu avoir communication ?

N'est-il pas étonnant de voir invoquer, pour motiver le refus de communiquer de cette fameuse pièce, les mêmes raisons « d'intérêt supérieur de l'Etat » ? Que signifient de pareilles secrets et de semblables intérêts d'Etat quand deux vies humaines, deux pauvres vies humaines, comme les nôtres, sont en jeu ? Que peut avoir de commun un vol, un crime, une vulgaire affaire de droit commun, avec la politique et la diplomatie ?

### LA PREUVE FOURNIE PAR LES REVOLVERS

Pendant ce procès comme dans la presse, on a beaucoup insisté sur le fait que Sacco et moi étions porteurs de revolvers au moment de notre arrestation. A ce sujet, M. J. Leary, dans un de ses lumineux articles consacrés à notre affaire, écrit : « Ce n'est pas un crime que de posséder des armes, et exception faite pour le port, dans la Massachusetts, aucun permis n'est exigé pour l'achat de revolver ou autres armes analogues. » Or, durant cette période de vols fréquents et audacieux de nombreuses personnes avaient pris l'habitude de sortir armées. La loi, telle que je la comprends, n'avait pas été, par nous, formellement violée,

d'autant plus qu'en sa qualité de gardien de nuit de l'usine Kelley, Sacco devait forcément être armé. Quant à moi, portant souvent des sommes pour moi très importantes, je jugeais également prudent de prendre des précautions à un moment où les détresseurs étaient si nombreux.

D'autre part, en raison des descentes policières et semi-fascistes, de plus en plus fréquentes, dans les centres ouvriers étrangers et rouges, nous étions, par la force même des choses contraints à nous armer.

Veuillez, à ce propos, vous rappeler la mort tragique de Salcedo.

Ne trouvez-vous pas, juge Thayer, que les deux dangereux bandits — Sacco et moi — si sombremen dépeints par vos soins, se sont laissés arrêter comme des moutons, par deux seuls agents en uniforme sur le tram de Brockton ? Et lorsque ces policiers viennent à la barre affirmer que nous avons tenté de résister et de porter la main à nos revolvers, ils savent bien qu'ils mentent effrontément.

Cela prouve clairement que nous ne sommes pas les hommes que vous avez décrits.

### ESCAMOTAGE DE TÉMOIGNAGE

Avant notre procès, un nombre important de témoins fut cité par le procureur Katzman. Beaucoup déclarèrent formellement que ni Sacco ni moi ne nous trouvions dans la voiture ayant servi à l'attentat. Parmi ces témoins, il convient de citer Miss Kennedy et Miss Kelly, employées à la Slater et Morill Company. Toutes deux virent parfaitement les occupants de l'auto, arrêtée dans la rue, quelques minutes avant l'attentat. Leur témoignage n'a jamais été mis en doute ni discuté, mais on ne les a jamais citées. Malheureusement, l'existence de ces témoins a été connue trop tard par nos défenseurs et leur témoignage, complètement étouffé, n'a été pour nous d'aucun avantage. Par contre, de malheureux insensés, des esprits irresponsables, des prostituées et des alcooliques, purent se souiller à leur aise en témoignant contre nous.

Dans ces conditions, comment pouvez-vous encore avoir la prétention, Katzman et vous, de faire croire au monde à votre probité et à votre impartialité ?

N'ayant de votre vie, jamais eu maille à partir avec la police ou la justice, nous n'avions aucune expérience de votre procédure légale. Naturellement, si

nous avions été des malfaiteurs professionnels, nous aurions connu toutes les ficelles de la légalité. Et, précisément à cette époque, cela nous aurait grandement servi, car, partout, et surtout dans le Massachusetts, la réaction avait déjà fait arrêter ou expulser nos camarades les plus qualifiés. De ce fait, le soin de notre défense échoit à des camarades totalement inexperts en la matière et, de plus, complètement ignorants des lois et des mœurs américaines. Ceci explique pourquoi ils s'adressèrent, de bonne foi, à des avocats vendus et incapables.

Le choix de M. John Vahey pour me défendre à mon procès de Plymouth, par exemple, fut une de leurs grandes erreurs.

Cet avocat nous trahit honteusement.

Vous, Thayer, M. Katzman et Vohey êtes de parfaits amis ; vous appartenez au même milieu et êtes tous trois aux ordres de la Plymouth cordage company. D'ailleurs après le procès de Dedham, Katzman et Vohey ouvraient en commun un cabinet d'affaires.

Ainsi s'étalait la collusion.

### COUPABLE PAR INTENTION

Juge Thayer, vous insistiez particulièrement devant le jury pour lui démontrer que les bases de notre culpabilité résidaient principalement sur le fait que, lors de notre arrestation, nous avions donné des preuves de culpabilité par intention. Mais tout homme intelligent est aujourd'hui persuadé que si nous avions manifesté des signes quelconques « de culpabilité par intention », il ne pouvait s'agir que de culpabilités de menées révolutionnaires et non de culpabilité de meurtre. Il est vrai que nous avons craint un dur châtiment pour ce « délit » parce que nous connaissions la brutalité policière et savions que les expulsions, les lourdes condamnations et même la mise à mort étaient généralement réservées aux rouges. C'est pourquoi nous avons menti. Et nous nous ne mentionnons pas uniquement pour protéger nos vies mais encore pour sauver le plus grand nombre de nos camarades encore libres. Il est également exact que nous avons essayé de cacher en lieu sûr toute la littérature anarchiste que nous possédions ainsi que les lettres privées susceptibles de servir nos ennemis. C'est pour ces raisons que nous avons menti et nous en avons presque honte. Mais pouvions-nous jouer le rôle de délateurs, pouvions nous trahir nos camarades ? Non !

En repoussant une de nos demandes en révision, vous devez vous souvenir avoir déclaré : « Dans mon esprit le verdict ne repose pas sur la déposition des témoins oculaires, la défense en a cité un nombre plus grand que l'accusation, et tous les témoins de la défense sont venus déclarer formellement que ni Sacco ni Vanzetti ne se trouvaient dans la voiture des bandits. »

La preuve qui nous accablait, disiez-vous, était circonstancielle, et cette preuve, en termes juridiques, était connue sous le nom de « culpabilité par intention ». Vous prétendiez que « nous étions capables » de commettre un pareil forfait et cela vous suffisait.

Juge Thayer la raison pour laquelle M. Katzman et vous-même avez fait si grand bruit autour de cette « culpabilité par intention » prouve que vous aviez tous deux conscience de votre incapacité à démontrer notre culpabilité autrement qu'au moyen de cet habile subterfuge.

Au cours des trois semaines écoulées entre le crime de South Baintree et notre arrestation, nous sommes-nous conduits en hommes ayant un crime aussi abominable sur la conscience. Nous sommes-nous cachés ? Avons-nous disparu avec notre butin ? Au contraire nous sommes restés tranquillement chez nous, continuant ouvertement nos allées et venues habituelles, à une faible distance de la ville où nous étions supposés avoir, en plein jour, commis le crime pour lequel nous sommes condamnés. Au moment de son arrestation, Sacco était trouvé porteur d'un tract annonçant un meeting auquel je devais prendre la parole. Etait-ce là une conduite de criminel ? Est-ce de cette façon que nous avons donné des preuves de « culpabilité par intention » ? Dès notre arrestation, nous n'étions d'ailleurs pas inculpés de meurtre ni accusés de banditisme. Mais étions seulement maintenus en prison en tant que « suspects ». Le commissaire Stewart me demanda les raisons de notre présence à Bridgewater, depuis quand je connaissais Sacco, si j'étais radical, anarchiste ou communiste, si je croyais au gouvernement des Etats-Unis.

(A suivre.)

### NOTE DE LA REDACTION

Les camarades, groupes et syndicats sont invités à faire parvenir leur copie pour le mardi à midi.



